

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye Géopolitique et stratégie

N° 3 du 13.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le "dossiers du libye" est visible sur mes blogs :

a) sur nos blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) Sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) Sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html> & <http://boycottisraelinternational.com>

d) Sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail, une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part :

Mohamed Belaali : Le cas de la Libye.

Annie Lacroix-Riz : Sur les appels à "stopper la répression en Libye" .

2 Dossier

2-1 Michel Chossudovsky : Insurrection et intervention militaire: Tentative de coup d'État des États-Unis et de l'OTAN en Libye?

2-2 Grégoire Lalieu, Michel Collon : Libye : révolte populaire, guerre civile ou agression militaire ?

2-3 Robert Bibeau : Tout se met en place en Libye.

3 Brèves

3-1 Kadhafi menace de révéler un 'grave secret' sur Sarkozy.

3-2 Le PCP(ortugais) exprime sa plus ferme opposition à toute intervention militaire étrangère.

3-3 DECLARATION DU CONSEIL POLITIQUE DE L'ALBA-TCP CONCERNANT LA LIBYE.

3-4 "Non à l'intervention étrangère en Libye !

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 SARKOZY PLONGE L'EUROPE DANS LA STUPEUR....

4-2 Maurizio Matteuzzi : La longue attente des raids « humanitaires » qui divisent même les insurgés...

4-3 Andreï Fediachine : Le scénario yougoslave pour la Libye.

5 Historique

Wikipedia : La Libye

Tiré à part :

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Mohamed Belaali : Le cas de la Libye.

Profitant de la révolte du peuple libyen contre le régime de Kadhafi devenu despotique et anachronique, l'impérialisme américain et son caniche européen tentent par tous les moyens d'intervenir en Libye pour installer un régime qui servira leurs intérêts. Leur volonté de pomper, à l'instar d'un vampire, le pétrole Libyen est sans limite.

Le peuple libyen serait alors privé de sa révolution, de sa richesse et connaîtrait une situation aussi tragique que celle que subit actuellement le peuple irakien ou afghan par exemple. Les crimes et les ravages de l'impérialisme en Irak, pour ne citer que ce pays, donnent la mesure de la cruauté et de la barbarie dont le capitalisme est capable. Une intervention américaine en Libye risque de briser également cet immense espoir soulevé par la révolution tunisienne et égyptienne dans les masses arabes opprimées pour une société meilleure débarrassée de la domination impérialiste et de ses serviteurs locaux.

L'histoire nous a toujours enseigné que l'impérialisme est l'ennemi des peuples.

La Libye est un pays riche en pétrole et en gaz naturel. Selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie(EIA), le pays produit 1,79 million de barils par jour d'or noir et de gaz naturel et exporte 1 million de barils/jour. La Libye possède des réserves de brut parmi les plus importantes du monde (44 milliards de barils). La Libye produit un pétrole d'une rare qualité (brut léger à faible teneur en soufre) dont le rendement au raffinage est très élevé donc recherché sur le marché.

Cette précieuse énergie est encore indispensable au fonctionnement de la civilisation capitaliste et contribue à l'accumulation du capital au niveau planétaire. L'impérialisme américain se prépare très sérieusement à intervenir dans un pays aussi stratégique que la Libye qui est au cœur de la méditerranée et coincé entre la Tunisie en pleine révolution et l'Égypte dont l'issue de la révolution reste imprévisible. En s'installant en Libye, les États-Unis pourront plus facilement détourner les objectifs d'émancipation de la tutelle impérialiste de la révolution tunisienne et égyptienne.

Hillary Clinton a déclaré publiquement que les États-Unis ont des contacts directs avec les insurgés libyens et que toutes les options pour éliminer Kadhafi du pouvoir restent ouvertes. Mais l'administration d'Obama ne se contente pas seulement de produire des déclarations menaçantes, elle a envoyé au large des côtes libyennes des forces navales et aériennes. Washington examine également la possibilité d'établir ce que les militaires appellent « no-fly zones » (zone d'exclusion aérienne) dans le ciel libyen. Le prétexte humanitaire est lui aussi invoqué, une fois de plus, pour préparer une éventuelle intervention militaire. « L'humanitaire et la guerre sont deux moyens contradictoires mais complémentaires. Il est difficile de distinguer clairement l'humanitaire du militaire tellement les deux instruments sont imbriqués l'un dans l'autre. On fait la guerre au nom de l'humanitaire et on invoque l'humanitaire pour justifier la guerre. Mais l'humanitaire reste souvent subordonné au militaire»(1). Le 28 février 2011, Hillary Clinton déclarait « Nous croyons qu'il y aura des besoins pour aider à des interventions humanitaires, nous savons également qu'il va y avoir probablement malheureusement des besoins pour des missions de sauvetage ».

L'histoire du peuple libyen est riche en luttes glorieuses contre l'invasion étrangère. Omar Al Mokhtar (1862/1931) ce « lion du désert », pendu par les italiens, incarnait cet esprit de résistance à l'occupant étranger. Le peuple libyen qui mène aujourd'hui un combat contre un régime qui l'a longtemps effacé, même s'il a accompli de réels

progrès dans le passé, doit s'inspirer de cette grande figure de la résistance et s'opposer de toutes ses forces à l'impérialisme. C'est au peuple libyen et à lui seul, qui a déjà donné généreusement des martyrs par centaines, que revient l'immense tâche de faire triompher la révolution libyenne, partie intégrante de la révolution arabe en marche.

Révolutionnaires, progressistes et démocrates, il est de notre devoir de soutenir les masses arabes en lutte et de dénoncer partout l'impérialisme, ennemi de tous les peuples.

Mohamed Belaali

6 Mars

(1)<http://www.legrandsoir.info/L-humanitaire-au-service-du-capital.html>

Annie Lacroix-Riz : Sur les appels à "stopper la répression en Libye" .

L'appel auquel C. fait référence (http://www.avaaz.org/fr/libya_stop_the_crackdown_fr) ne nous enjoint pas seulement de soutenir le peuple libyen contre la répression : il ouvre sur la légitimation d'une intervention étrangère en Libye. Il convient de savoir où nous allons dans ce soutien du combat des Libyens contre le régime de Kadhafi. S'agit-il de soutenir un peuple contre un régime dont les profiteurs se sont approprié l'essentiel du produit national ?

On pourra d'ailleurs observer que l'importance du prélèvement s'est nettement accrue depuis que le régime libyen a donné aux impérialismes « occidentaux » des gages qui ont amené ceux-ci à décréter Kadhafi, jusqu'alors voué aux gémonies, « respectable ». S'agit-il seulement de soutenir le peuple libyen contre ces profiteurs qui pratiquent aujourd'hui la répression - répression sur laquelle nous sommes d'ailleurs très diversement informés : « *la chaîne de télévision Al Jazeera a fait état du bombardement par l'armée des populations de Tripoli et Bengazi (d'où sont partis les troubles le 15 février), alors que le gouvernement a évoqué le bombardement de dépôts d'armes* » (Atlas alternatif, 22 février 2011). Sommes-nous absolument sûrs que c'est Tripoli qui ment, comme on nous l'a certifié pour Milosevic, Saddam Hussein et alii ?

S'agit-il, au motif que les Etats-Unis, l'Union européenne et l'OTAN ont déclaré la croisade contre le régime libyen, de couvrir une intervention militaire ayant toutes les caractéristiques de la politique de la canonniers qui a été appliquée -- sous divers prétextes, tous couverts du manteau de la défense de la démocratie contre les rouges, les terroristes, les islamistes, etc. -- aux Balkans, à l'Irak, à l'Afghanistan, etc. Si je ne me trompe, l'OTAN n'a pas prôné d'intervention en Tunisie et en Egypte, dont les impérialismes étrangers contrôlent encore les gouvernements en place, mais il s'agit fébrilement contre la Libye.

On nous a honteusement dupés sur toutes les circonstances de lancement des croisades contre les Serbes, contre Saddam Hussein, contre les islamistes d'Al Qaïda (groupement dont tel ancien responsable des Renseignements généraux, comme nombre de personnalités étrangères, dément jusqu'à l'existence) ? Je rappelle à tous les camarades sous quels divers nobles prétextes s'est mise en place l'intervention militaire contre la Yougoslavie (pas contre les Serbes seuls, malgré les apparences, contre l'existence de la Yougoslavie, seule digue qui résistait encore, dans cette zone, aux impérialismes américain et allemand rivaux), contre l'Irak, contre l'Afghanistan, et le bilan qu'on peut en dresser après près de vingt ans de nouvelles guerres coloniales et de démembrements territoriaux.

La défense des populations victimes de répression s'impose aux syndicats et à tout mouvement démocratique. Mais assurément pas le soutien à l'application, par les impérialismes « occidentaux » de « la technique d'une guerre civile extérieure » -- expression utilisée par un homme politique français à l'époque où les impérialismes italien et allemand appliquaient ladite formule à l'Espagne républicaine, depuis juillet 1936, avec le soutien passif et actif des impérialismes, tous réunis, des démocraties.

Le Snésup n'est pas l'organe de BHL ni des va-t-en-guerre, il ne saurait se transformer en instrument du « devoir d'ingérence » -- nouveau synonyme du colonialisme pur et dur -- prescrit par un récent ministre des Affaires étrangères. Il ne saurait prendre la responsabilité du soutien à une nouvelle guerre pour le contrôle américain ou « occidental » du pétrole, comme la chose a été faite contre l'Irak, désormais revenu à l'âge de pierre. Il faut se méfier d'un consensus suspect et bien lire les textes de pétition.

Annie Lacroix-Riz

2 Dossier

2-1 Michel Chossudovsky : Insurrection et intervention militaire: Tentative de coup d'État des États-Unis et de l'OTAN en Libye?

Première de deux parties

Partie II. I. "Opération Libye" et la bataille du pétrole

Les États-Unis et l'OTAN appuient une insurrection armée dans l'est de la Libye dans le but de justifier une "intervention humanitaire".

Il ne s'agit pas d'un mouvement de protestation non violent comme ceux de l'Égypte et de la Tunisie. Les conditions en Libye sont fondamentalement différentes. L'insurrection armée dans l'est de la Libye est directement soutenue par des puissances étrangères. Les insurgés à Benghazi ont immédiatement hissé la bannière rouge, noire et verte avec le croissant et l'étoile: le drapeau de la monarchie du roi Idris, symbolisant le règne des anciennes puissances coloniales. (Voir Manlio Dinucci, [La Libye dans le grand jeu du nouveau partage de l'Afrique](#), le 25 février 2011)

Les conseillers militaires et les Forces spéciales des États-Unis et de l'OTAN sont déjà sur le terrain. L'opération a été planifiée pour coïncider avec les manifestations dans les pays arabes voisins. On a fait croire à l'opinion publique que le mouvement de protestation s'est étendu spontanément de la Tunisie à l'Égypte et ensuite à la Libye.

L'administration Obama en consultation avec ses alliés assiste une rébellion armée, à savoir, une tentative de coup d'État: « L'administration Obama reste prête à offrir "tout type d'assistance" au Libyens cherchant à déloger Mouammar Kadhafi, a affirmé la secrétaire d'État Hillary Clinton [le 27 février]. "Nous avons contacté de nombreux Libyens de différents horizons qui tentent de s'organiser à l'est et à l'ouest, à mesure que la révolution avance également dans cette direction. Je crois qu'il est trop tôt pour dire comment cela va se dérouler, mais les États-Unis seront prêts et préparés à offrir tout type d'assistance souhaitée." Dans la partie est du pays, là où la rébellion a débuté au milieu du mois, les efforts visant à former un gouvernement provisoire sont en branle. »

Clinton a affirmé que les États-Unis menacent de prendre d'autres mesures contre le gouvernement de Kadhafi, mais n'a pas mentionné leur nature ou quand elles seraient annoncées.

Les États-Unis devraient « reconnaître le gouvernement provisoire que l'on est en train de mettre sur pied [...] » [McCain] Lieberman s'est exprimé en des termes similaires, préconisant « un appui tangible, [une] zone d'exclusion aérienne, la reconnaissance d'un gouvernement révolutionnaire, le gouvernement des citoyens, ainsi qu'un appui sous forme d'aide humanitaire et d'armes » ([Clinton: US ready to aid to Libyan opposition - Associated, Press](#), 27 février 2011, c'est l'auteur qui souligne)

L'invasion planifiée

Une intervention militaire est maintenant envisagée par les forces des États-Unis et de l'OTAN en vertu d'un « mandat humanitaire ».

« " Les Etats-Unis sont en train de repositionner leurs forces navales et aériennes dans la région" pour préparer " leur gamme complète d'options" à l'égard de la Libye : c'est ce qu'annonce hier (mardi 1er mars) le porte-parole du Pentagone, colonel de marines Dave Lapan. Il a ainsi dit que « c'est le président Obama qui a demandé aux militaires de préparer ces options », car la situation en Libye empire. » (Manlio Dinucci, [Opération Libye en préparation, Le Pentagone « repositionne » les forces navales et terrestres](#), Mondialisation.ca, le 2 mars 2011, c'est l'auteur qui souligne)

Le véritable objectif de l'« Opération Libye » n'est pas d'instaurer la démocratie mais de prendre possession des réserves de pétrole du pays, de déstabiliser la Compagnie pétrolière nationale de Libye (CPN ou NOC en anglais) et de privatiser tôt ou tard l'industrie pétrolière du pays, c'est-à-dire transférer le contrôle et la propriété de la richesse pétrolière libyenne dans des mains étrangères. La CPN est au 25e rang des 100 compagnies pétrolières les plus importantes. ([The Energy Intelligence ranks NOC 25 among the world's Top 100 companies. - Libyaonline.com](#))

La Libye est l'une des plus importantes économies pétrolières au monde, avec approximativement 3,5 % des réserves mondiales de pétrole, plus du double de celles des États-Unis. (Pour plus de détails voir la 2e partie de cet article « Opération Libye » et la bataille du pétrole.)

L'invasion planifiée de la Libye, laquelle est déjà en cours, fait partie de la plus vaste « bataille du pétrole ». Près de 80 % des réserves pétrolières de la Libye se situent dans le bassin du golfe de Syrte dans l'est du pays. (Voir la carte ci-dessous)

Les hypothèses stratégiques derrière l'« Opération Libye » évoquent les engagements militaires des États-Unis et de l'OTAN en Yougoslavie et en Irak.

En Yougoslavie, les forces des États-Unis et de l'OTAN ont déclenché une guerre civile. Le but était de créer des divisions ethniques et politiques, lesquelles ont finalement mené à l'éclatement d'un pays entier. Cet objectif a été atteint par la formation et le financement clandestin d'organisations paramilitaires armées, d'abord en Bosnie (Armée bosniaque, 1991-95) puis au Kosovo (Armée de Libération du Kosovo (ALK), 1998-1999). La désinformation médiatique (incluant des mensonges purs et simples et des fabrications) a été utilisée à la fois au Kosovo et en Bosnie pour appuyer les affirmations des États-Unis et de l'Union européenne voulant que le gouvernement de Belgrade ait commis des atrocités, justifiant ainsi une intervention militaire pour des raisons humanitaires.

Ironiquement, l'« Opération Yougoslavie » est maintenant sur les lèvres des responsables de la politique étrangère des États-Unis : le sénateur Lieberman a « comparé la situation en Libye aux événements dans les Balkans dans les années 1990 lorsqu'il a dit : les États-Unis "sont intervenus pour arrêter un génocide à l'endroit des bosniaques. Et ce que nous avons fait en premier lieu a été de leur fournir des armes pour qu'ils se défendent. Je crois que c'est ce que nous devrions faire en Libye". » ([Clinton: US ready to aid to Libyan opposition - Associated, Press](#), 27 février 2011, c'est l'auteur qui souligne)

Le scénario stratégique consisterait à faire des pressions en faveur de la formation et de la reconnaissance d'un gouvernement intérimaire dans la province sécessionniste dans le but de faire éclater le pays tôt ou tard.

Cette option est déjà en cours. L'invasion de la Libye a déjà débuté.

« Des centaines de conseillers militaires étasuniens, britanniques et français sont arrivés en Cyrénaïque, la province séparatiste de l'est de la Libye [...] Les conseillers, incluant des agents du renseignement, sont débarqués des navires de guerre et des bateaux lance-missiles dans les villes côtières de Benghazi et Tobrouk. » ([DEBKAFile, US military advisers in Cyrenaica](#), 25 février 2011)

Les États-Unis et les Forces spéciales alliées sont sur le terrain dans l'est de la Libye et fournissent un appui clandestin aux rebelles. Cela a été admis lorsque des commandos des Forces spéciales SAS britanniques ont été arrêtés dans la région de Benghazi. Ils agissaient à titre de conseillers militaires pour les forces de l'opposition :

« I.e. Sundav Times révèle aujourd'hui qu'alors qu'ils étaient en mission secrète pour mettre des diplomates britanniques en

contact avec des opposants majeurs du colonel Mouammar Kadhafi en Libye, huit commandos des Forces spéciales britanniques ont été humiliés après avoir été détenus par des forces rebelles dans l'est de la Libye.

Les hommes, armés, mais en tenue civile, ont affirmé qu'ils étaient là pour vérifier les besoins de l'opposition et offrir de l'aide. » ([Top UK commandos captured by rebel forces in Libya: Report](#), Indian Express, 6 mars 2011, c'est l'auteur qui souligne)

Les forces SAS ont été arrêtées alors qu'elles escortaient une « mission diplomatique » britannique entrée au pays illégalement (sans aucun doute à bord d'un navire de guerre britannique) pour discuter avec les chefs de la rébellion. Le Foreign Office britannique a admis qu'« une petite équipe diplomatique britannique [avait été] envoyée dans l'est de la Libye pour prendre contact avec l'opposition soutenue par des rebelles ». ([U.K. diplomatic team leaves Libya - World - CBC News](#), 6 mars 2011).

Ironiquement, les reportages confirment non seulement une intervention militaire occidentale (comprenant des centaines de forces spéciales), ils reconnaissent également que la rébellion était fermement opposée à la présence illégale de troupes étrangères en sol libyen :

« L'intervention des SAS a irrité les opposants libyens qui ont ordonné que les soldats soient enfermés sur une base militaire. Les opposants de Kadhafi craignent qu'il utilise toute preuve d'interférence militaire occidentale pour former un appui patriotique en faveur de son régime. » ([Reuters](#), 6 mars 2011)

Le « diplomate » britannique capturé avec sept soldats des Forces spéciales était un membre du service de renseignement britannique, un agent du MI6, en « mission secrète ». ([The Sun](#), 7 mars 2011)

Des armes sont fournies aux forces de l'opposition et cela est confirmé par des déclarations des États-Unis et de l'OTAN. Malgré l'absence de preuves établies à ce jour, des signes indiquent que des armes ont été livrées aux insurgés avant l'attaque contre la rébellion. Selon toute probabilité, des conseillers militaires et du renseignement des États-Unis et de l'OTAN étaient également sur le terrain avant l'insurrection. C'est le modèle appliqué autrefois au Kosovo : des forces spéciales ont entraîné et soutenu l'Armée de libération du Kosovo (ALK) dans les mois précédant la campagne de bombardement et l'invasion de la Yougoslavie en 1999.

Toutefois, alors que les événements se déroulent, les forces du gouvernement libyen ont repris le contrôle des lieux détenus par les rebelles :

« L'importante offensive lancée par les forces pro-Kadhafi [le 4 mars] pour arracher des mains des rebelles le contrôle des villes et des centres pétroliers les plus importants de la Libye leur a permis de reprendre la ville clé de Zawiya [le 5 mars] et la plupart des villes pétrolières autour du golfe de Syrte. À Londres et Washington, des pourparlers d'intervention militaire aux côtés de l'opposition libyenne ont été mis en sourdine lorsque l'on a réalisé que le renseignement sur le terrain, des deux côtés du conflit, était trop sommaire pour servir de base à la prise de décision. » ([Debkafila, Qaddafi pushes rebels back. Obama names Libya intel panel](#), 5 mars 2011, c'est l'auteur qui souligne)

Le mouvement d'opposition est fortement divisé sur la question d'une intervention étrangère.

Il y a une division entre le mouvement populaire et les « chefs » de l'insurrection armée appuyée par les États-Unis et favorisant une intervention militaire étrangère « pour des raisons humanitaires ».

La majorité des Libyens, à la fois les opposants et les partisans du régime, sont fermement opposés à toute forme d'intervention extérieure.

Désinformation médiatique

Les objectifs stratégiques plus vastes sous-jacents à l'invasion proposée de la Libye ne sont pas mentionnés par les médias. À la suite d'une campagne médiatique trompeuse, où les nouvelles ont littéralement été fabriquées sans que l'on rapporte ce qui se passait sur le terrain, un large secteur de l'opinion publique internationale a accordé son appui inflexible à une intervention pour des raisons humanitaires.

L'invasion est sur la planche à dessin du Pentagone. On prévoit la mettre en oeuvre sans tenir compte des demandes de la population libyenne, y compris les opposants du régime qui ont exprimé leur aversion pour une intervention militaire étrangère dérogeant à la souveraineté de la nation.

Déploiement de forces navales et aériennes

Si l'intervention militaire était mise à exécution, elle entraînerait une guerre totale, une blitzkrieg, impliquant le bombardement de cibles militaires et civiles.

À cet égard, le commandant du Commandement central étasunien (USCENTCOM), le général James Mattis, a suggéré que l'implantation d'une « zone d'exclusion aérienne » impliquerait de facto une campagne de bombardement extrême ciblant entre autres le système de défense antiaérienne libyen :

« Il s'agirait d'une opération militaire. Il ne suffirait pas de dire aux gens de ne pas piloter d'avion. Il faudrait éliminer la capacité de défense antiaérienne afin d'établir une zone d'exclusion aérienne, donc il ne faut se faire d'illusions. » ([U.S. general warns no-fly zone could lead to all-out war in Libya](#), Mail Online, 5 mars 2011, c'est l'auteur qui souligne).

Une puissance navale massive des États-Unis et des alliés a été déployée le long de la ligne de côte libyenne.

Le Pentagone envoie ses navires de guerre vers la Méditerranée. Le porte-avions USS Enterprise avait pour sa part transité par le canal de Suez dans les jours qui ont suivi l'insurrection. (<http://www.enterprise.navy.mil>)

Les navires d'assaut amphibies des États-Unis, l'USS Ponce et l'USS Kearsarge, ont également été déployés en Méditerranée. Quatre cents Marines étasuniens ont été envoyés sur l'île de Crète en Grèce « avant d'être déployés sur des navires de guerre partant pour la Libye. » (["Operation Libya": US Marines on Crete for Libyan deployment](#), Times of Malta, 3 mars 2011).

Pendant ce temps, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Italie sont en train de déployer des navires de guerre le long de la côte libyenne.

L'Allemagne a déployé trois navires de combat en prétextant aider à l'évacuation de réfugiés à la frontière entre la Libye et la Tunisie. « La France a décidé d'envoyer le Mistral, son porte-hélicoptères, lequel, selon le ministère de la Défense, contribuera à évacuer des milliers d'évntiens. » ([Towards the Coasts of Libya: US, French and British Warships Enter the](#)

Mediterranean, Agenzia Giornalistica Italia, 3 mars 2011) Le Canada a envoyé la frégate de la Marine NCSM Charlottetown. Entre-temps, la 17e Force aérienne étasunienne dénommée US Air Force Africa, située sur la base aérienne de Ramstein en Allemagne, aide à l'évacuation de réfugiés. Les forces aériennes des États-Unis et de l'OTAN en Grande-Bretagne, en Italie, en France et au Moyen-Orient sont en attente.

Article original en anglais : [Insurrection and Military Intervention: The US-NATO Attempted Coup d'Etat in Libya?](#), publié le 7 mars 2011.

Traduit par Julie Lévesque pour Mondialisation.ca

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 12 langues).

Michel Chossudovsky

Le 10 mars 2011

[Mondialisation.ca](#)

Bulletin électronique Mondialisation.ca

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23631>

[www.Mondialisation.ca](#)

2-2 Grégoire Lalieu, Michel Collon : Libye : révolte populaire, guerre civile ou agression militaire ?

Depuis trois semaines, des affrontements opposent les troupes fidèles au colonel Kadhafi à des forces d'opposition issues de l'est du pays. Après Ben Ali et Moubarak, Kadhafi sera-t-il le prochain dictateur à tomber ? Ce qui se passe en Libye est-il semblable aux révoltes populaires en Tunisie et en Egypte ?

Comment comprendre les frasques et les retournements de veste du colonel ?

Pourquoi l'Otan se prépare-t-elle à la guerre ?

Comment expliquer la différence entre un bon Arabe et un mauvais Arabe ?

Dans ce nouveau chapitre de notre série Comprendre le monde musulman, **Mohamed Hassan** répond aux questions d'Investig' Action...

Intervieweur : Grégoire Lalieu & Michel Collon

Après la Tunisie et l'Egypte, la révolution arabe aurait-elle gagné la Libye ?

Ce qui se passe actuellement en Libye est différent. En Tunisie et en Egypte, le manque de libertés était flagrant. Mais ce sont les conditions sociales déplorables qui ont véritablement poussé les jeunes à la révolte. Tunisiens et Egyptiens n'avaient aucune possibilité d'entrevoir un avenir.

En Libye, le régime de Mouammar Kadhafi est corrompu, monopolise une grande partie des richesses et a toujours réprimé sévèrement toute contestation. Mais les conditions sociales des Libyens sont meilleures que dans les pays voisins. L'espérance de vie en Libye est plus importante que dans le reste de l'Afrique. Les systèmes de santé et d'éducation sont convenables. La Libye est d'ailleurs l'un des premiers pays africains à avoir éradiqué la malaria. Même s'il y a de fortes inégalités dans la répartition des richesses, le PIB par habitant est d'environ 11.000 dollars. Un des plus élevés du monde arabe. Vous ne retrouvez donc pas en Libye les mêmes conditions objectives qui ont conduit aux révoltes populaires en Tunisie et en Egypte.

Comment expliquez-vous alors ce qui se passe en Libye ?

Pour bien comprendre les événements actuels, nous devons les replacer dans leur contexte historique. La Libye était autrefois une province ottomane. En 1835, la France s'empara de l'Algérie. Par ailleurs, le gouverneur égyptien Mohamed Ali, sous tutelle de l'Empire ottoman, menait une politique de plus en plus indépendante. Avec, d'une part, les Français en Algérie et, d'autre part, Mohamed Ali en Egypte, les Ottomans craignaient de perdre le contrôle de la région : ils envoyèrent leurs troupes en Libye.

A cette époque, la confrérie des Senoussis exerçait une influence très forte dans le pays. Elle avait été fondée par Sayid Mohammed Ibn Ali as Senoussi, un Algérien qui, après avoir étudié dans son pays et au Maroc, alla prêcher sa vision de l'islam en Tunisie et en Libye. Au début du 19^{ème} siècle, Senoussi commençait à faire de nombreux adeptes, mais n'était pas bien perçu par certaines autorités religieuses ottomanes qu'il critiquait dans ses prêches. Après un passage en Egypte et à la Mecque, Senoussi décida de s'exiler définitivement en Cyrénaïque, dans l'est de la Libye.

Sa confrérie s'y développa et organisa la vie dans la région, y percevant des taxes, résolvant les conflits entre les tribus, etc. Elle possédait même sa propre armée et proposait ses services pour escorter les caravanes de commerçants passant par là. Finalement, cette confrérie des Senoussis devint le gouvernement de fait de la Cyrénaïque, étendant même son influence jusque dans le nord du Tchad. Mais ensuite, les puissances coloniales européennes s'implantèrent en Afrique, divisant la partie sub-saharienne du continent. Cela eut un impact négatif pour les Senoussis. L'invasion de la Libye par l'Italie entama aussi sérieusement l'hégémonie de la confrérie dans la région.

En 2008, l'Italie a versé des compensations à la Libye pour les crimes coloniaux.

La colonisation avait été à ce point terrible ?

Ou bien Berlusconi voulait se faire bien voir pour conclure des accords commerciaux avec Kadhafi ?

La colonisation de la Libye fut atroce. Au début du 20^{ème} siècle, un groupe fasciste commença à diffuser une propagande prétendant que l'Italie, vaincue par l'armée éthiopienne à la bataille d'Adoua en 1896, devait rétablir la

primauté de l'homme blanc sur le continent noir. Il fallait laver la grande nation civilisée de l'affront infligé par les barbares. Cette propagande affirmait que la Libye était un pays sauvage, habité par quelques nomades arriérés et qu'il conviendrait aux Italiens de s'installer dans cette région agréable, avec son paysage de carte postale. L'invasion de la Libye déboucha sur la guerre italo-turque de 1911, un conflit particulièrement sanglant qui se solda par la victoire de l'Italie un an plus tard. Cependant, la puissance européenne ne contrôlait que la région de la Tripolitaine et devait faire face à une résistance tenace dans le reste du pays, particulièrement dans la Cyrénaïque. Le clan des Senoussis y appuyait Omar Al-Mokhtar qui dirigea une lutte de guérilla remarquable, dans les forêts, les grottes et les montagnes. Il infligea de sérieux dégâts à l'armée italienne pourtant mieux équipée et supérieure en nombre. Finalement, au début des années trente, l'Italie de Mussolini prit des mesures radicales pour éliminer la résistance. La répression devint extrêmement féroce et l'un de ses principaux bouchers, le général Rodolfo Graziani écrivit : « *Les soldats italiens étaient convaincus qu'ils étaient investis d'une mission noble et civilisatrice. (...) Ils se devaient de remplir ce devoir humain quel qu'en fût le prix. (...) Si les Libyens ne se convainquent pas du bien-fondé de ce qui leur est proposé, alors les Italiens devront mener une lutte continue contre eux et pourront détruire tout le peuple libyen pour parvenir à la paix, la paix des cimetières...* ».

En 2008, Silvio Berlusconi a payé des compensations à la Libye pour ces crimes coloniaux. C'était bien sûr une démarche intéressée : Berlusconi voulait bien se faire voir de Kadhafi pour conclure des partenariats économiques. Néanmoins, on peut dire que le peuple libyen a terriblement souffert du colonialisme. Et parler de génocide ne serait pas exagéré.

Comment la Libye gagna-t-elle son indépendance ?

Pendant que les colons italiens réprimaient la résistance en Cyrénaïque, le chef des Senoussis, Idriss, s'exila en Egypte pour négocier avec les Britanniques. Après la Seconde Guerre mondiale, l'empire colonial européen fut progressivement démantelé et la Libye devint indépendante en 1951. Appuyé par la Grande-Bretagne, Idriss prit le pouvoir. Pourtant, une partie de la bourgeoisie libyenne, influencée par le nationalisme arabe qui se développait au Caire, souhaitait que la Libye soit rattachée à l'Egypte. Mais les puissances impérialistes ne voulaient pas voir se développer une grande nation arabe. Elles appuyèrent donc l'indépendance de la Libye en y plaçant leur marionnette, Idriss.

Le roi Idriss répondit-il aux attentes ?

Tout à fait. A l'indépendance, les trois régions qui constituent la Libye - la Tripolitaine, le Fezzan et la Cyrénaïque - se sont retrouvées unifiées dans un système fédéral. Mais il faut savoir que le territoire libyen est trois fois plus grand que la France. A cause du manque d'infrastructures, les limites de ce territoire n'ont pu être clairement définies qu'après l'invention de l'avion. Et en 1951, le pays ne comptait qu'un million d'habitants. De plus, les trois régions nouvellement unifiées avaient une culture et une histoire très différentes. Enfin, le pays manquait de routes permettant aux régions de communiquer. En fait, la Libye était à un stade très arriéré, ce n'était pas une véritable nation.

Pouvez-vous préciser ce concept ?

L'Etat-nation est un concept lié à l'apparition de la bourgeoisie et du capitalisme. En Europe, durant le moyen-âge, la bourgeoisie capitaliste souhaitait développer son commerce sur une échelle aussi large que possible, mais était freinée par toutes les contraintes du système féodal. Les territoires étaient morcelés en de nombreuses petites entités, ce qui imposait aux commerçants de payer un grand nombre de taxes pour livrer une marchandise d'un endroit à un autre. Sans compter les divers privilèges dont il fallait s'acquitter auprès des seigneurs féodaux. Toutes ces entraves ont été supprimées par les révolutions bourgeoises capitalistes qui ont permis la création d'Etats-nations avec de grands marchés nationaux sans entraves.

Mais la nation libyenne a été créée alors qu'elle était encore à un stade précapitaliste. Elle manquait d'infrastructures, une grande partie de la population était nomade et impossible à contrôler, les divisions étaient très fortes au sein de la société, l'esclavage était encore pratiqué... De plus, le roi Idriss n'avait aucun projet pour développer le pays. Il était totalement dépendant des aides US et britanniques.

Pourquoi la Grande-Bretagne et les Etats-Unis le soutenaient-ils ? Le pétrole ?

En 1951, le pétrole libyen n'avait pas encore été découvert. Mais les Anglo-Saxons avaient des bases militaires dans ce pays qui occupe une position stratégique pour le contrôle de la mer Rouge et de la Méditerranée.

Ce n'est qu'en 1954 qu'un riche Texan, Nelson Bunker Hunt, découvrit le pétrole libyen. A l'époque, le pétrole arabe se vendait aux alentours de 90 cents le baril. Mais le pétrole libyen était acheté à 30 cents le baril tellement ce pays était arriéré. C'était peut-être le plus misérable d'Afrique.

De l'argent rentrait pourtant grâce au pétrole. A quoi servait-il ?

Le roi Idriss et son clan, les Senoussis, s'enrichissaient personnellement. Ils redistribuaient également une partie des revenus pétroliers aux chefs des autres tribus pour apaiser les tensions. Une petite élite s'est développée grâce au commerce du pétrole et quelques infrastructures ont été construites, principalement sur la côte méditerranéenne, la partie la plus intéressante pour commercer avec l'extérieur. Mais les zones rurales dans le cœur du pays restaient extrêmement pauvres et des tas de miséreux s'amassaient dans des bidonvilles autour des cités. Cela a continué jusqu'en 1969, quand trois officiers ont renversé le roi. Parmi eux, Kadhafi.

Comment se fait-il que la révolution soit venue d'officiers de l'armée ?

Dans un pays profondément marqué par les divisions tribales, l'armée était en fait la seule institution nationale. La Libye n'existait pas en tant que telle sauf à travers cette armée. A côté de ça, les Senoussis du roi Idriss possédaient leur propre milice. Mais dans l'armée nationale, les jeunes Libyens issus des différentes régions et tribus pouvaient se retrouver.

Kadhafi a d'abord évolué au sein d'un groupe nassériste, mais lorsqu'il a compris que cette formation ne serait pas capable de renverser la monarchie, il s'est engagé dans l'armée. Les trois officiers qui ont destitué le roi Idriss étaient très influencés par Nasser. Gamal Abdel Nasser était lui-même un officier de l'armée égyptienne qui renversa le roi Farouk. Inspiré par le socialisme, Nasser s'opposait à l'ingérence des puissances néocoloniales et prônait l'unité du monde arabe. Il nationalisa d'ailleurs le canal de Suez, jusque là géré par la France et la Grande-Bretagne, s'attirant les foudres et les bombardements de l'Occident en 1956.

Le panarabisme révolutionnaire de Nasser avait eu un effet important en Libye, notamment dans l'armée et sur Kadhafi. Les officiers libyens auteurs du coup d'Etat de 1969 suivirent le même agenda que Nasser.

Quels furent les effets de la révolution en Libye ?

Kadhafi avait deux options. Soit laisser le pétrole libyen aux mains des compagnies occidentales comme l'avait fait le roi Idriss. La Libye serait alors devenue comme ces monarchies pétrolières du Golfe où l'esclavage est encore pratiqué, où les femmes n'ont aucun droit et où des architectes européens peuvent s'éclater à construire des tours farfelues avec des budgets astronomiques qui proviennent en fait des richesses des peuples arabes. Soit suivre une voie indépendante des puissances néocoloniales. Kadhafi a choisi cette deuxième option, il a nationalisé le pétrole libyen, provoquant la colère des impérialistes.

Dans les années 50, une blague circulait à la Maison Blanche, au sein de l'administration Eisenhower qui se développa ensuite en véritable théorie politique sous Reagan. Comment distinguer les bons des mauvais Arabes ? Un bon Arabe fait ce que les Etats-Unis lui disent. En échange, il reçoit des avions, est autorisé à déposer son argent en Suisse, est invité à Washington, etc. Eisenhower et Reagan nommaient ces bons Arabes : les rois d'Arabie Saoudite et de Jordanie, les cheikhs et émirs du Koweït et du Golfe, le Shah d'Iran, le roi du Maroc et bien-sûr, le roi Idriss de Libye. Les mauvais Arabes ? Ceux qui n'obéissaient pas à Washington : Nasser, Kadhafi, Saddam plus tard...

Tout de même, Kadhafi n'est pas très...

Kadhafi n'est pas un mauvais Arabe parce qu'il fait tirer sur la foule. On fait la même chose en Arabie Saoudite ou au Bahreïn et les dirigeants de ces pays reçoivent tous les honneurs de l'Occident. Kadhafi est un mauvais Arabe parce qu'il a nationalisé le pétrole libyen que les compagnies occidentales considéraient - jusqu'à la révolution de 69 - comme leur appartenant. Ce faisant, Kadhafi a apporté des changements positifs en Libye, au niveau des infrastructures, de l'éducation, de la santé, de la condition des femmes, etc.

Bon, Kadhafi renverse la monarchie, nationalise le pétrole, s'oppose aux puissances impériales et apporte des changements positifs en Libye. Pourtant, quarante ans plus tard, c'est un dictateur corrompu, qui réprime l'opposition et qui ouvre à nouveau les portes du pays aux compagnies occidentales. Comment expliquer ce changement ?

Dès le départ, Kadhafi s'est opposé aux grandes puissances coloniales et a généreusement soutenu divers mouvements de libération dans le monde. Je trouve qu'il a été très bien pour ça. Mais pour être complet, il faut aussi préciser que le colonel était anticommuniste.

En 1971 par exemple, il fit dérouter vers le Soudan un avion transportant des dissidents communistes soudanais qui furent aussitôt exécutés par le président Nimeyri.

En fait, Kadhafi n'a jamais été un grand visionnaire. Sa révolution était une révolution de nationaliste bourgeois et il a instauré en Libye un capitalisme d'Etat. Pour comprendre comment son régime est parti à la dérive, nous devons analyser le contexte qui n'a pas joué en sa faveur, mais aussi les erreurs personnelles du colonel.

Tout d'abord, nous avons vu que Kadhafi était parti de rien en Libye. Le pays était très arriéré. Il n'y avait donc pas de gens éduqués ou une forte classe ouvrière pour appuyer la révolution.

La plupart des personnes ayant reçu une éducation faisaient partie de l'élite qui bradait les richesses libyennes aux puissances néocoloniales. Evidemment, ces gens n'allaient pas soutenir la révolution et la plupart d'entre eux quittèrent le pays pour organiser l'opposition à l'étranger.

De plus, les officiers libyens qui ont renversé le roi Idriss étaient très influencés par Nasser. L'Egypte et la Libye prévoyait d'ailleurs de nouer un partenariat stratégique. Mais la mort de Nasser en 1970 fit tomber le projet à l'eau et l'Egypte devint un pays contre-révolutionnaire, aligné sur l'Ouest. Le nouveau président égyptien, Anouar al-Sadate, se rapprocha des Etats-Unis, libéralisa progressivement l'économie et s'allia avec Israël. Un bref conflit éclata même avec la Libye en 1977. Imaginez la situation dans laquelle se trouvait Kadhafi : le pays qui l'avait inspiré et avec lequel il devait conclure une alliance capitale devenait soudainement son ennemi !

Un autre élément contextuel a joué en défaveur de la révolution libyenne : la baisse importante du cours du pétrole dans les années 80. En 1973, dans le cadre de la guerre israélo-arabe, les pays producteurs de pétrole décidèrent d'un embargo, faisant grimper en flèche le prix du baril. Cet embargo provoqua le premier grand transfert de richesses du Nord vers le Sud. Mais dans les années 80, eut lieu ce qu'on pourrait appeler une contre-révolution pétrolière orchestrée par Reagan et les Saoudiens. L'Arabie Saoudite augmenta considérablement sa production de pétrole et inonda le marché, provoquant une chute radicale des prix. Le baril passa de 35 dollars le baril à 8 dollars.

L'Arabie Saoudite ne se tirait-elle pas une balle dans le pied ?

Cela eut en effet un impact négatif sur l'économie saoudienne. Mais le pétrole n'est pas le plus important pour l'Arabie Saoudite. Sa relation avec les Etats-Unis prime avant tout, car c'est le soutien de Washington qui permet à la dynastie saoudienne de se maintenir au pouvoir.

Ce raz-de-marée pétrolier eut des conséquences catastrophiques pour de nombreux pays producteurs de pétrole qui s'endettèrent. Et tout cela se produisit dix années seulement après la montée au pouvoir de Kadhafi. Le dirigeant libyen, parti de rien, voyait en plus les seuls moyens dont il disposait pour construire quelque chose, fondre comme neige au soleil avec la chute des cours du pétrole.

Notez également que cette contre-révolution pétrolière accéléra la chute de l'URSS, alors empêtrée en Afghanistan. Avec la disparition du bloc soviétique, la Libye perdait son principal soutien politique et se retrouva très isolée sur la scène internationale. Isolement d'autant plus grand que l'administration Reagan avait placé la Libye sur la liste des Etats-terroristes et imposé toute une série de sanctions.

Qu'en est-il des erreurs commises par Kadhafi ?

Comme je l'ai dit, ce n'était pas un grand visionnaire. La théorie développée autour de son livre vert est un mélange d'anti-impérialisme, d'islamisme, de nationalisme, de capitalisme d'Etat et d'autres choses encore. Outre son manque de vision politique, Kadhafi a d'abord commis une grave erreur en attaquant le Tchad dans les années 70. Le Tchad est le cinquième plus grand pays d'Afrique et le colonel, considérant sans doute que la Libye était trop petite pour ses ambitions mégalomaniaques, a annexé la bande d'Aozou. Il est vrai qu'historiquement, la confrérie des Senoussis exerçait son influence jusque dans cette région. Et en 1935, le ministre français des Affaires étrangères, Pierre Laval, voulut acheter Mussolini en lui proposant la bande d'Aozou. Mais finalement, Mussolini se rapprocha d'Hitler et l'accord resta lettre morte.

Kadhafi a néanmoins voulu annexer ce territoire et s'est livré à une lutte d'influence avec Paris dans cette ancienne colonie française. Finalement, les Etats-Unis, la France, l'Egypte, le Soudan et d'autres forces réactionnaires de la région, ont soutenu l'armée tchadienne qui mit en déroute les troupes libyennes. Des milliers de soldats et d'importantes quantités d'armes furent capturés. Le président du Tchad, Hissène Habré, vendit ces soldats à l'administration Reagan. Et la CIA les utilisa comme mercenaires au Kenya et en Amérique latine.

Mais la plus grande erreur de la révolution libyenne est d'avoir tout misé sur les ressources pétrolières. En effet, les ressources humaines sont la plus grande richesse d'un pays. Vous ne pouvez pas réussir une révolution si vous ne développez pas l'harmonie nationale, la justice sociale et une juste répartition des richesses.

Or, le colonel n'a jamais supprimé les discriminations ancestrales en Libye. Comment mobiliser la population si vous ne montrez pas aux Libyens que, quelque soit leur appartenance ethnique ou tribale, tous sont égaux et peuvent œuvrer ensemble pour le bien de la nation ?

La majorité de la population libyenne est arabe, parle la même langue et partage la même religion. La diversité ethnique n'est pas très importante. Il était possible d'abolir les discriminations pour mobiliser la population.

Kadhafi a également été incapable d'éduquer le peuple libyen sur les enjeux de la révolution.

Il n'a pas élevé le niveau de conscience politique de ses citoyens et n'a pas développé de parti pour appuyer la révolution.

Pourtant, dans la foulée de son livre vert de 1975, il instaure des comités populaires, sorte de démocratie directe.

Cette tentative de démocratie directe était influencée par des concepts marxistes-léninistes.

Mais ces comités populaires en Libye ne s'appuyaient sur aucune analyse politique, aucune idéologie claire. Ce fut un échec. Kadhafi n'a pas non plus développé de parti politique pour appuyer sa révolution. Finalement, il s'est coupé du peuple. La révolution libyenne est devenue le projet d'une seule personne. Tout tournait autour de ce leader charismatique déconnecté de la réalité. Et lorsque le fossé se creuse entre un dirigeant et son peuple, la sécurité et la répression viennent combler le vide. Les excès se sont multipliés, la corruption s'est développée de manière importante et les divisions tribales se sont cristallisées.

Aujourd'hui, ces divisions resurgissent dans la crise libyenne. Il y a bien sûr une partie de la jeunesse en Libye qui est fatiguée de la dictature et qui est influencée par les événements en Tunisie et en Egypte. Mais ces sentiments populaires sont instrumentalisés par l'opposition dans l'est du pays qui réclame sa part du gâteau, la répartition des richesses étant très inégale sous le régime de Kadhafi. Bientôt, les véritables contradictions vont apparaître au grand jour.

On ne sait d'ailleurs pas grand-chose sur ce mouvement d'opposition. Qui sont-ils ?

Quel est leur programme ?

S'ils voulaient vraiment mener une révolution démocratique, pourquoi ont-ils ressorti les drapeaux du roi Idriss, symboles d'un temps où la Cyrénaïque était la province dominante du pays ?

Ont-ils demandé leur avis aux autres Libyens ?

Peut-on parler de mouvement démocratique lorsque ces opposants massacrent les Noirs de la région ?

Si vous faites partie de l'opposition d'un pays, que vous êtes patriotique et que vous souhaitez renverser votre gouvernement, vous tentez cela correctement. Vous ne créez pas une guerre civile dans votre propre pays et vous ne lui faites pas courir le risque d'une balkanisation.

Selon vous, il s'agirait donc plus d'une guerre civile résultant des contradictions entre clans libyens ?

C'est pire, je pense. Il y a déjà eu des contradictions entre les tribus, mais elles n'ont jamais pris une telle ampleur. Ici, les Etats-Unis alimentent ces tensions afin de pouvoir intervenir militairement en Libye.

Dès les premiers jours de l'insurrection, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a proposé d'apporter des armes aux opposants. Dans un premier temps, l'opposition organisée sous le Conseil National a refusé toute ingérence des puissances étrangères, car elle savait que cela jetterait le discrédit sur son mouvement. Mais aujourd'hui, certains opposants en appellent à une intervention armée.

Depuis que le conflit a éclaté, le président Obama a dit envisager toutes les options possibles et le sénat US appelle la communauté internationale à décréter une zone de non-vol au-dessus du territoire libyen, ce qui serait un véritable acte de guerre. De plus, le porte-avion nucléaire USS Enterprise, positionné dans le golfe d'Aden pour combattre la piraterie, est remonté jusqu'aux côtes libyennes. Deux navires amphibies, l'USS Kearsage et l'USS Ponce, avec à leur bord plusieurs milliers de marines et des flottes d'hélicoptère de combat, se sont également positionnés dans la Méditerranée.

La semaine passée, Louis Michel, l'ancien commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire de l'Union Européenne, s'est demandé avec force sur un plateau de télévision quel gouvernement aurait le courage de défendre devant son parlement la nécessité d'intervenir militairement en Libye. Mais Louis Michel n'a jamais appelé à une telle intervention en Egypte ou à Bahreïn. Pourquoi ?

La répression n'est-elle pas plus violente en Libye ?

La répression était très violente en Egypte, mais l'Otan n'a jamais positionné des navires de guerre le long des côtes égyptiennes pour menacer Moubarak. On l'a tout juste appelé à trouver une issue démocratique !

Pour la Libye, il faut être très prudent avec les informations qui nous parviennent. Un jour, on parle de 2.000 morts et le lendemain, le bilan est revu à 300. On a aussi dit dès le début de la crise que Kadhafi avait bombardé son propre peuple, mais l'armée russe, qui surveille la situation par satellite, a officiellement démenti cette information. Si l'Otan se prépare à intervenir militairement en Libye, nous pouvons être sûrs que les médias dominants vont diffuser la propagande de guerre habituelle.

En fait, la même chose s'est passée en Roumanie avec Ceausescu. Le soir du réveillon de Noël 1989, le premier ministre belge Wilfried Martens a fait un discours à la télévision. Il a prétendu que les forces de sécurité de Ceausescu venaient de tuer 12.000 personnes. C'était faux. Les images du fameux charnier de Timisoara ont également fait le tour du monde. Elles étaient censées démontrer la violence aveugle du président roumain. Mais il s'est avéré plus tard que tout cela était une mise en scène : des cadavres avaient été sortis de la morgue et placés dans des fosses pour impressionner les journalistes. On a aussi dit que les communistes avaient empoisonné l'eau, que des mercenaires syriens et palestiniens étaient présents en Roumanie ou bien encore que Ceausescu avait formé des orphelins pour en faire des machines à tuer. C'était de la pure propagande pour déstabiliser le régime.

Finalement, Ceausescu et sa femme furent tués après un simulacre de procès qui dura 55 minutes. Bien sûr, tout comme Kadhafi, le président roumain n'était pas un enfant de chœur. Mais que s'est-il passé depuis ? La Roumanie est devenue une semi-colonie de l'Europe. La main d'œuvre bon marché y est exploitée. De nombreux services ont été privatisés au profit des compagnies occidentales et sont hors de prix pour une grande partie de la population. Et maintenant, chaque année, des tas de Roumains vont pleurer sur la tombe de Ceausescu. La dictature était une chose terrible, mais depuis que le pays a été économiquement détruit, c'est pire !

Pourquoi les Etats-Unis voudraient-ils renverser Kadhafi ? Depuis une dizaine d'années, le colonel est devenu à nouveau fréquentable pour l'Occident et a privatisé une grande partie de l'économie libyenne au profit des compagnies occidentales.

Il faut analyser tous ces événements à la lumière des nouveaux rapports de force dans le monde. Les puissances impérialistes sont en déclin alors que d'autres forces sont en plein essor. Récemment, la Chine a proposé de racheter la dette portugaise ! En Grèce, la population est de plus en plus hostile à cette Union Européenne qu'elle perçoit comme une couverture de l'impérialisme allemand. Les mêmes sentiments se développent dans les pays de l'Est. Par ailleurs, les Etats-Unis ont attaqué l'Irak pour s'emparer du pétrole mais au final, seule une compagnie US en profite, le reste étant exploité par des compagnies malaisiennes et chinoises. Bref, l'impérialisme est en crise.

Par ailleurs, la révolution tunisienne a fortement surpris l'Occident. Et la chute de Moubarak encore plus. Washington tente de récupérer ces mouvements populaires, mais le contrôle lui échappe. En Tunisie, le premier ministre Mohamed Ghannouchi, un pur produit de la dictature Ben Ali, était censé assurer la transition et donner l'illusion d'un changement. Mais la détermination du peuple l'a contraint à démissionner. En Egypte, les Etats-Unis comptent sur l'armée pour maintenir en place un système acceptable. Mais des informations me sont parvenues confirmant que dans les innombrables casernes militaires disséminées à travers le pays, de jeunes officiers s'organisent en comités révolutionnaires par solidarité avec le peuple égyptien. Ils auraient même fait arrêter certains officiers associés au régime de Moubarak.

La région pourrait échapper au contrôle des Etats-Unis. Intervenir en Libye permettrait donc à Washington de briser ce mouvement révolutionnaire et d'éviter qu'il ne s'étende au reste du monde arabe et à l'Afrique. Depuis une semaine, des jeunes se révoltent au Burkina-Faso mais les médias n'en parlent pas. Pas plus que des manifestations en Irak. L'autre danger pour les Etats-Unis est de voir émerger des gouvernements anti-impérialistes en Tunisie et en Egypte. Dans ce cas, Kadhafi ne serait plus isolé et pourrait revenir sur les accords conclus avec l'Occident. Libye, Egypte et Tunisie pourraient s'unir et former un bloc anti-impérialiste. Avec toutes les ressources dont ils disposent, notamment les importantes réserves de devises étrangères de Kadhafi, ces trois pays pourraient devenir une puissance importante de la région. Probablement plus importante que la Turquie.

Pourtant, Kadhafi avait soutenu Ben Ali lorsque le peuple tunisien s'est révolté.

Cela montre à quel point il est faible, isolé et déconnecté de la réalité. Mais les rapports de force changeants dans la région pourraient modifier la donne. Kadhafi pourrait changer son fusil d'épaule, ce ne serait pas la première fois.

Comment pourrait évoluer la situation en Libye ?

Les puissances occidentales et ce soi-disant mouvement d'opposition ont rejeté la proposition de médiation de Chavez. Ce qui laisse entendre qu'ils ne veulent pas d'issue pacifique au conflit. Mais les effets d'une intervention de l'Otan seront désastreux.

On a vu ce que cela a donné au Kosovo ou en Afghanistan.

De plus, une agression militaire pourrait favoriser l'entrée en Libye de groupes islamistes qui pourraient s'emparer d'importants arsenaux sur place. Al-Qaïda pourrait s'infiltrer et faire de la Libye un deuxième Irak. Il y a d'ailleurs déjà des groupes armés au Niger que personne ne parvient à contrôler. Leur influence pourrait s'étendre à la Libye, au Tchad, au Mali, à l'Algérie... En fait, en préparant une intervention militaire, l'impérialisme est en train de s'ouvrir les portes de l'enfer !

En conclusion, le peuple libyen mérite mieux que ce mouvement d'opposition qui plonge le pays dans le chaos. Il lui faudrait un véritable mouvement démocratique pour remplacer le régime de Kadhafi et instaurer la justice sociale. En tout cas, les Libyens ne méritent pas une agression militaire. Les forces impérialistes en déroute semblent pourtant préparer une offensive contre-révolutionnaire dans le monde arabe. Attaquer la Libye est leur solution d'urgence. Mais cela leur retomberait sur les pieds.

Source : www.michelcollon.info

Mohamed Hassan est un spécialiste de la géopolitique et du monde arabe. Né à Addis Abeba (Ethiopie), il a participé aux mouvements d'étudiants dans la cadre de la révolution socialiste de 1974 dans son pays. Il a étudié les sciences politiques en Egypte avant de se spécialiser dans l'administration publique à Bruxelles. Diplôme pour son pays d'origine dans les années 90, il a travaillé à Washington, Pékin et Bruxelles. Co-auteur de L'Irak sous l'occupation (EPO, 2003), il a aussi participé à des ouvrages sur le nationalisme arabe et les mouvements islamiques, et sur le nationalisme flamand. C'est un des meilleurs connaisseurs contemporains du monde arabe et musulman.*

2-3 Robert Bibeau : Tout se met en place en Libye.

Comme nous l'indiquons il y a une semaine déjà, (<http://www.robertbibeau.ca/palestine/edito3032011.html>) les comparses au sein de l'OTAN ne s'entendent pas sur le partage de la dépouille libyenne.

Les USA voudraient avaler tout le morceau libyen après avoir été mis à l'écart trop longtemps par leurs alliés et concurrents européens.

La France simule les gros bras et le tonitruant petit Sarkozy laisse entendre qu'il est le plus fort. Le porte siège BHL introduit les truffions des tribus monarchistes de l'EST auprès du saint siège élyséen (voir le texte ci-dessous) et arrange le mariage contre nature entre le garant de la RÉPUBLIQUE laïc française et les monarchistes islamistes libyens.

Les pseudos révolutionnaires monarchistes-islamistes quémangent des frappes, des attaques, des destructions, des bombardements, une invasion coloniale contre leur propre pays, des meurtres contre leur propre peuple, qu'a cela ne tienne, leur pouvoir est au bout des fusils français. Leur soif de pouvoir et de capital est plus grand que leur honneur et leur dignité. Quand à leur patriotisme, ce ne fut jamais qu'un leurre. La bourgeoisie n'a pas de patrie, elle n'a que du crédit et des profits (qui s'envolent ces temps-ci).

La paix coloniale doit être imposée et le tyran remplacer par une autre mascotte, les flots de pétrole a destination de l'Europe doivent être rétabli, gémirent les plénipotentiaires des clans de l'EST à Paris.

L'Allemagne bien arrimée aux États-Unis et n'ayant pas de compagnie pétrolière en Libye, regimbe dans son coin et refuse de donner l'aval à des massacres stictement européens, leurs amis américains doivent être associés à la curée pense la dame Merkel.

Le petit homme monte le ton et menace de porter seul le destin colonial de la France et de l'Europe toute entière et de mener seul les frappes contre Tripoli et la Libye restée dans le camp ennemi de l'autre côté du pays néo-clonisé.

Mais les brigands ont forniqué pendant longtemps et chacun des comparses (Sarkozy et Kadhafi) connaît quelques secrets malodorants à propos de son complice rampant. Le tyran libyen sait des choses compromettantes à propos du nabot parisien.

Sans la couverture militaire- satellitaire américaine je ne crois pas que Paris attaquera seul le peuple libyen, et le porte siège en sera quitte pour s'en retourner s'exciter sur un blindé dans les rues de Benghazi, à moins que les

tribus de l'EST l'ait déjà investi. BHL devra alors se contenter de parader à Paris, ridicule et impuissant, le pauvre Dandy.

Soufflons un peu, pendant que les hyènes s'entredéchirent le peuple libyen bénéficie de quelques répit.

12.03.2011

<http://boycottisraelinternational.com>

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

robertbibeau@hotmail.com

3 Brèves

3-1 Kadhafi menace de révéler un 'grave secret' sur Sarkozy

Le régime libyen a affirmé jeudi 10 mars, via son agence officielle, que la révélation d'un 'grave secret' allait entraîner la chute du président français Nicolas Sarkozy, peu après la reconnaissance par Paris du Conseil national de transition comme représentant du peuple libyen. L'agence officielle libyenne Jana a annoncé avoir 'appris qu'un grave secret va entraîner la chute de Sarkozy, voire son jugement en lien avec le financement de sa campagne électorale'. Cette annonce, reprise par la télévision officielle, est survenue peu après la reconnaissance par Paris du Conseil national de transition (CNT) libyen, qui réunit l'opposition au régime du colonel Mouammar Kadhafi, comme le seul 'représentant légitime du peuple libyen' et sa décision d'envoyer prochainement un ambassadeur à Benghazi. En outre, un responsable du ministère des affaires étrangères libyen a menacé de rompre tout lien diplomatique avec la France en raison de la reconnaissance par Paris du CNT. 'La Libye va réfléchir à rompre ses relations avec la France en raison d'informations circulant sur l'intervention dommageable de la France dans les affaires intérieures libyennes', a dit ce diplomate à l'agence Jana.

R.Bibeau

3-2 Le PCP(ortugais) exprime sa plus ferme opposition à toute intervention militaire étrangère.

Exprimant sa profonde inquiétude concernant les événements les plus récents en Libye, le PCP appelle à une solution pacifique et politique au conflit, sans ingérence étrangère

Face à une escalade dangereuse et grave des actions présentes qui, au lieu de contribuer à abaisser la tension, cherche à préparer des actes d'agression par les Etats-Unis et par l'OTAN contre la Libye, le PCP exprime sa plus ferme opposition à toute intervention militaire étrangère dans ce pays et exige que le gouvernement portugais prenne une position claire de rejet, d'abord au Conseil de sécurité des Nations unies, concernant des plans ou des actes d'ingérence, d'agression ou d'occupation de la Libye.

Toute agression contre ce pays - quel que soit les prétextes et «mandats» - aurait des conséquences graves pour un peuple qui vit déjà dans une situation de profonde tension et d'insécurité. Elle serait profondément néfaste pour tous ceux qui, en Libye, se battent pour leurs droits, pour la démocratie, la souveraineté et la paix, et ajouterait de sérieux facteurs d'instabilité et de graves conflits dans la région.

Toute agression militaire par les Etats-Unis et leurs alliés - qui est inséparable de leurs objectifs de contrôler les ressources naturelles libyennes - ne prendrait pas seulement pour cible le peuple libyen, mais aussi tous les peuples de la région qui se sont levés et se battent pour leurs droits sociaux et politiques, pour la liberté, la démocratie et la souveraineté réelle et l'indépendance de leurs pays.

Le Blog de Nicolas Maury

INFO REPRISE PAR

LE BLOG DE JACQUES TOURTAUX

3-3 DECLARATION DU CONSEIL POLITIQUE DE L'ALBA-TCP CONCERNANT LA LIBYE.

Le Conseil Politique de l'Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique -TCP, partage la préoccupation mondiale sur la situation de conflit en Libye, avec la perte de vies humaines et exprime son intérêt pour que ce peuple frère arabo-africain à atteindre une solution pacifique et souveraine au conflit armé qui se passe ici, sans ingérence étrangère en assurant l'intégrité territoriale de ce pays.

Le Conseil Politique de l'ALBA-TCP prend en charge l'initiative du processus de paix et unité en cours du Président de la République Bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez, de créer une « Commission Humanitaire Internationale pour la Paix et l'Intégrité de la Libye", afin d'éviter une attaque militaire de l'OTAN et dans le cadre des efforts visant à faire la communauté internationale pour aider le peuple libyen.

Le Conseil Politique de l'ALBA-TCP rejette catégoriquement toute intervention de l'OTAN ou de la puissance étrangère en Libye et toute intention d'exploiter, sur les médias et opportunistes, la situation tragique créée pour justifier une guerre de conquête sur les ressources énergétiques et de l'eau, qui sont le patrimoine du peuple libyen et ne peuvent être utilisés pour se conformer à la voracité du capitalisme. Le Conseil Politique de l'ALBA-TCP appelle l'opinion publique internationale et les mouvements sociaux dans le monde à se mobiliser dans l'opposition aux plans militariste et interventionniste en Libye.

3-4 "Non à l'intervention étrangère en Libye !

Je voudrais en guise d'introduction à cet appel, que je signe des deux mains, rappeler le précédent de l'Irak où les Kouchner et autres zéloteurs de l'impérialisme au nom du «ni Saddam ni Bush » avaient réussi avec une efficacité certaine à freiner la lutte contre l'intervention américaine. Aujourd'hui le piège est de même nature.

Les soussignés, attachés à l'idéal de paix et d'égalité entre les hommes et entre les peuples et les nations, portent, en fonction des informations diffusées par les médias, des appréciations différentes sur les événements de Libye, et sur les protagonistes de la guerre qui s'y déroule, d'autant que le matraquage médiatique laisse peu de place à la réalité des faits. Mais nous ne pouvons rester silencieux face au danger de guerre qui menace la Méditerranée et le monde.

Chaque peuple a le droit absolu de choisir lui-même ses dirigeants, son régime politique et social et de s'exprimer librement. C'est au seul peuple libyen de décider de son avenir, non aux puissances occidentales ou aux sociétés pétrolières multinationales. Toutes interventions armées, notamment le contrôle de l'espace aérien libyen par l'OTAN, les États-Unis ou les pays européens, à fortiori tout bombardement ou déploiement au sol, seraient des actes de guerre et d'occupation inacceptables.

Les politiciens, les journalistes et les médias en général, les juristes de la Cour Pénale Internationale, les responsables de l'ONU, qui les proposent sous des prétextes hypocritement humanitaires, sont en fait les vecteurs de la vieille mentalité coloniale et impérialiste européenne, et jouent avec la paix du monde".

Manlio Dinucci

http://www.collectif-communiste-polex.org/afrique/maghreb/lybie_signature.htm

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 SARKOZY PLONGE L'EUROPE DANS LA STUPEUR....

La reconnaissance par Paris du Conseil national de transition (CNT), qui rassemble l'opposition au colonel Kadhafi, comme étant le "représentant légitime" du peuple libyen a provoqué la stupeur de ses partenaires européens, dont les ministres des Affaires étrangères se sont réunis jeudi à Bruxelles pour discuter de la Libye.

La décision française a suscité des réactions "réservées voire négatives" de la part de nombreux ministres des Affaires étrangères, a indiqué le ministre belge Steven Vanackere à l'issue de la réunion.

À Paris, une source proche du dossier a en outre déclaré, un peu plus tard, que le président Nicolas Sarkozy allait proposer à ses partenaires de l'UE des "frappes aériennes ciblées" en Libye, ainsi que le brouillage des systèmes de transmission du commandement de Mouammar Kadhafi.

"L'Italie ne participera pas à des frappes ciblées en terre libyenne", a aussitôt prévenu le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini.

"Nous ne voulons pas être aspirés dans une guerre en Afrique du Nord", avait dit auparavant son homologue allemand Guido Westerwelle.

"La France a reconnu le Conseil national de transition comme étant le représentant légitime du peuple libyen", a annoncé à la presse un émissaire du CNT, Ali Essaoui, à l'issue d'un entretien avec M. Sarkozy à l'Élysée.

Cette information a été immédiatement confirmée par la présidence de la République, faisant de la France le premier pays à reconnaître le CNT en tant que seul représentant "légitime" du peuple libyen.

Paris a reçu le soutien du Parlement européen à Strasbourg qui a voté à une écrasante majorité une résolution demandant au chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, d'"établir des relations avec le CNT" et d'"entamer le processus" menant à une reconnaissance officielle de cette instance.

Mme Ashton avait refusé la veille de soutenir la demande du CNT d'être reconnu comme étant la seule autorité légitime en Libye.

Les gouvernements européens sont en effet très divisés sur la conduite à tenir. Berlin juge la situation "encore trop confuse pour décider comment on doit procéder", a expliqué le secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, Werner Hoyer. Même si le gouvernement actuel est "discrédité", les structures d'un gouvernement de transition "ne sont pas encore claires", a-t-il souligné.

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a jugé quant à lui "préférable d'attendre la position de l'ensemble de l'Union européenne".

M. Berlusconi a souligné que la démarche française représentait "la position d'un seul gouvernement".

"Le fait de reconnaître doit être une décision européenne, pas nationale", a renchéri Franco Frattini. "Nous reconnaissons les

Etats, pas les groupes", a-t-il averti.

Une porte-parole du ministère britannique des Affaires étrangères a convenu que le CNT était "un interlocuteur valable", mais n'a pas parlé de "représentant légitime".

Nous reconnaissons le CNT "de facto", a pour sa part déclaré le chef de la diplomatie hongroise Janos Martonyi, en ajoutant que cette reconnaissance "n'avait pas de base juridique". "Nous devons être prudents", a dit M. Martonyi dont le pays assure actuellement la présidence de l'UE.

L'opposition libyenne poursuit néanmoins sa campagne de demande de reconnaissance. Le Premier ministre belge, Yves Leterme devait recevoir en fin d'après-midi deux de ses représentants et décider de l'attitude à observer.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a pour sa part annoncé son intention de rencontrer l'opposition libyenne lors de son déplacement au Caire la semaine prochaine.

R.Bibeau

4-2 Maurizio Matteuzzi : La longue attente des raids « humanitaires » qui divisent même les insurgés...

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Il se peut que, dans une situation aussi volatile, cette hypothèse soit démentie dans les prochaines heures ou jours. Mais l'impression est nette, quand on regarde la crise libyenne d'ici, à Tripoli, que les choses vont prendre du temps. Avant-hier (vendredi 4 mars, ndt), le vendredi musulman, était considéré comme une sorte de D-day. Celui où le précaire équilibre établi sur le terrain entre les « pro-Kadhafi » et les « anti-Kadhafi », aurait pu se rompre en défaveur du Colonel. Il n'en a rien été. Il est probable qu'à la fin, Kadhafi, après 42 ans de pouvoir solitaire, d'une façon ou d'une autre devra tirer sa révérence, mais le déloger ne sera pas facile. Beaucoup moins facile qu'avec le tunisien Ben Ali et l'égyptien Moubarak.

Il est probable qu'une intense activité diplomatique transversale ou souterraine soit en cours -plus que l'offre de médiation du président vénézuélien Chavez, celle de la « diplomatie tribale » entre les chefs et les anciens de ce facteur encore décisif que sont les tribus et les clans ici en Libye-, mais en ce moment, malgré les attaques et contre-attaques signalées quotidiennement dans diverses villes du pays (Az Zaywah, à une cinquantaine de kms à l'ouest de Tripoli, avant toutes les autres), il semble clair que ni les « pro » ne soient en mesure de reconquérir Bengazi et les autres villes de Cyrénaïque libérées ou occupées (à l'exception de Syrte) par les insurgés, ni les « anti » ne soient en mesure de prendre Tripoli et les autres villes de Tripolitaine (et du Fezzan, la région saharienne, la plus méridionale) sous le contrôle du Colonel.

L'est rebelle proclame être désormais proche de la constitution d'une « armée nationale » qui marchera sur Tripoli et la « libèrera », l'ouest kadhafien proclame pouvoir reprendre quand il veut la partie du pays perdue dans le cas où il déciderait d'employer toute la force de choc de l'armée et de l'aviation (jusqu'ici utilisées au compte-gouttes pour « éviter des victimes civiles »). Simples proclamations, exactement, bonnes pour la propagande interne et internationale, tandis que sur le terrain la situation est bloquée.

Un blocage qui ne pourrait se rompre, à tout instant, qu'avec un facteur externe. Une intervention militaire de l'extérieur pour se libérer une fois pour toutes de Kadhafi, pourrait l'être. Mais les insurgés de l'est ne sont pas unanimes sur ce point. Point très sensible, qui constituerait un précédent dangereux dans une situation critique et dynamique comme celle partie de Tunisie en janvier, dont on ne sait pas encore où elle va conduire (d'où l'importance stratégique de l'issue de la révolte libyenne).

Une partie d'entre eux, à Bengazi, Derna, Al Bayda, dit « non » à une intervention extérieure, parce qu'un appui militaire étranger, sous quelque forme que ce soit, dénaturerait la « révolte pour la démocratie » qui a éclaté le 17 février, et serait un très mauvais signal. Mais certains aussi disent « non mais », d'autres « oui cependant » et d'autres encore, « oui ».

Abdel Fattah Younes, l'ex-ministre de l'Intérieur qui est passé du côté des insurgés après une vie entière aux côtés de Kadhafi, a dit, dans une interview à Al Jazeera du 1er mars, que l'hypothèse de « recevoir des troupes étrangères ou d'accepter des bases militaires sur le sol libyen est hors de question », mais si Kadhafi et les siens « n'arrêtent pas les massacres », les insurgés sont « fermement convaincus que les raids aériens doivent être lancés », à condition que - mais cela a tout l'air de se parer d'une feuille de vigne- « aucun bombardier n'atterrisse en territoire libyen ».

Le 2 mars, Al Jazeera encore écrivait que le Conseil national de Bengazi « a lancé un appel pour des raids aériens sponsorisés par l'ONU sur les mercenaires étrangers employés par Kadhafi contre son propre peuple ». Mercenaires dont on parle beaucoup mais dont on ne voit quasiment rien, et dont on sait moins encore. Hafiz Ghoga, porte-parole du Conseil national, motivait ainsi l'appel : « les mercenaires africains » employés par Kadhafi dans les villes libyennes « configurent une invasion du pays ». Donc...

Pour sortir de l'impasse il est probable que ce type d'appels, dans les prochains jours ou semaines (ou mois ?), ne se multiplient. Et ne trouvent des oreilles promptes à les écouter. Il y a quelques jours, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, a dit que l'administration Obama « est prête à offrir tout type d'assistance à quiconque désire la recevoir des Etats-Unis ». On annonçait pour hier (samedi 5 mars) à Bengazi la première réunion du nouveau Conseil national des insurgés. On verra rapidement si prévaudra en son sein le non, le non mais quand même, le oui mais, ou le oui. Et de quel type sera l'aide fraternelle assurée par madame Clinton : qui semble très occupée -pour la Libye, au contraire de la Tunisie et de l'Egypte- à jeter encore un peu d'essence sur le feu de la guerre civile.

Maurizio Matteuzzi

4-3 Andreï Fediachine : Le scénario yougoslave pour la Libye.

Le président Barack Obama a enfin annoncé qu'il n'excluait aucun scénario de règlement du problème libyen, politique ou militaire.

C'est la première fois que la Maison Blanche le déclare aussi directement.

Hélas, l'opposition n'arrive pas à renverser rapidement Mouammar Kadhafi et à faire la révolution en limitant le nombre de victimes. On assiste certainement au recours à la tactique visant à faire fuir Kadhafi en exerçant sur lui une pression de l'extérieur et de l'intérieur. En recourant à la diplomatie, aux sanctions et aux moyens militaires. La diplomatie et les sanctions ont déjà été utilisées. Désormais, l'utilisation de l'arsenal des moyens militaires apparaît également comme une solution.

"Intervention libérale"

Auparavant, on aurait appelé cela la "diplomatie de la canonnère", mais aujourd'hui cette expression ne convient plus tout à fait. On s'est souvenu du terme "interventionnisme libéral." Et tout commence à rappeler le "schéma yougoslave." On semble revivre les bombardements de 1999.

Et même les "instruments" sont parfaitement identiques. Même les navires. Même le mois coïncide: les bombardements de la Yougoslavie par les Etats-Unis et l'OTAN ont commencé le 24 mars. Il ne reste plus qu'à attendre la création d'une zone d'exclusion dans l'espace aérien de la Libye (ce qui a été fait à l'égard de la Yougoslavie).

Les consultations à l'ONU se tiennent tous les jours et des événements surprenants peuvent être observés dans cette "arène." On a bien sûr le droit de haïr Kadhafi de toutes ses forces (ou en tous cas ne pas apprécier le dictateur à demi-fou), mais au sein de l'ONU on assiste à des débordements étranges, la hâte et la perfidie. Par exemple, le procureur général de la Cour pénale internationale pénale, l'Espagnol Luis Moreno-Ocampo a annoncé le 3 mars que la Cour a "pris bonne note" du cas Kadhafi et de ses fils, et qu'elle ouvrait une information judiciaire sur l'éventuel violation des droits de l'homme. Formellement, il a raison: le 26 février le Conseil de sécurité des Nations Unies a ordonné l'enquête. Etant donné que la Libye n'est pas signataire du Statut de Rome de la Cour, seul le Conseil de sécurité peut autoriser ce genre de démarche.

Le plus intéressant est que la résolution a été approuvée à l'unanimité par les 15 membres du Conseil de sécurité, dont trois membres permanents: les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Les Etats-Unis et la Russie n'ont pas ratifié le Statut de Rome, ne reconnaissent pas sa juridiction et, par conséquent, ne font pas juridiquement partie des membres du Statut. Ils émettent des réserves concernant le droit de la Cour de juger leurs citoyens. Quant à la Chine, elle ne reconnaît pas la Cour du tout. Les Américains ont même insisté pour que la résolution comporte une clause stipulant que leurs citoyens ne sont pas soumis à la juridiction de la Cour. Au cas où ils devraient débarquer en Libye avec une mission militaire-humanitaire. Ce n'est plus de la perfidie, c'est de l'hypocrisie pure et dure: on juge tout le monde, mais on ne peut pas nous juger.

Les forces d'intervention en Libye sont pratiquement prêtes

Depuis la fin de la première semaine de février, une importante concentration militaire des Etats-Unis et de l'OTAN s'est formée au large des côtes libyennes. Le porte-hélicoptère d'assaut américain USS Kearsarge, le bâtiment de débarquement USS Ponce et le sous-marin nucléaire USS Scranton ont déjà traversé le canal de Suez et sont arrivés le 4 mars dans le golfe de Syrte. Tous font partie du groupe de débarquement méditerranéen de l'unité tactique de la marine américaine sous le commandement du porte-avions USS Enterprise. Ce dernier se trouve actuellement en mission au Nord de la mer Rouge. La Libye est à portée immédiate.

Seules la Russie et la Chine se prononcent ouvertement contre l'intervention militaire. Les autres membres du Conseil de sécurité possédant le droit de veto "n'excluent aucun scénario", mais reconnaissent que la sanction de l'ONU est nécessaire pour intervenir.

Les déclarations sur la nécessité de l'accord du Conseil de sécurité pour l'intervention militaire est une sorte de mantras à l'ONU qui précèdent une rupture décisive avec les normes du droit international. Et cela ressemble également à tout ce qui a précédé l'opération en Yougoslavie Force alliée, selon la codification OTAN, ou Ange miséricordieux, selon la codification américaine. Au printemps 1999, la Russie et la Chine ont bloqué la sanction de l'intervention militaire contre la Yougoslavie. L'OTAN a commencé les bombardements sans aucune autorisation, en violant la Charte des Nations Unies, en n'obéissant qu'à ses propres Statuts. Et de toute manière ces Statuts ont reçu une interprétation tellement

"large", que toute ingérence peut désormais se faire car tel est le bon plaisir des pays membres. Le fait est que la Yougoslavie n'avait attaqué aucun pays de l'OTAN, et la situation dans le pays ne présentait aucun danger pour l'Alliance. D'ailleurs, la décision de bombarder a également été prise par un président démocrate, Bill Clinton, et non pas par un républicain sanguinaire. Les mauvaises langues affirment toujours que la "pacification yougoslave" était nécessaire pour détourner l'attention de l'opinion publique des Etats-Unis du scandale lié à Monica Lewinsky, au mensonge du président au Congrès et à la perspective de sa destitution.

Ce n'est pas le cas de Barack Obama. Au contraire, il a déjà deux guerres "sur le dos", et n'en a pas besoin d'une troisième. Mais la pression exercée sur la Libye, visant à faire fuir Kadhafi, ne constitue pas une menace de troisième guerre. Kadhafi a tellement épuisé ses propres ressources que seules les forces dépendant désespérément du régime le soutiennent.

Par contre, Barack Obama pourrait devoir faire face à un problème plus grave que le Kosovo: l'augmentation des prix du pétrole menace déjà de stopper le rétablissement économique et, par conséquent, de réduire considérablement ses chances d'être réélu l'année prochaine. On ne plaisante pas avec ce genre de choses.

Encore un peu de sang et ça ira

Pour l'instant la concentration des bâtiments de guerre au large de la Libye est une simple démonstration de force, un moyen de pression. Toute guerre ou intervention nécessite des raisons. Ou des prétextes. La guerre en Afghanistan avait une très bonne raison: les attentats du 11 septembre 2001 à New York. George W. Bush n'avait qu'une seule solution: l'invasion. La guerre en Irak n'avait aucune raison valable, mais le prétexte a été fabriqué: il s'agissait de la prétendue création par Saddam Hussein d'armes de destruction massive. Il s'est avéré que c'était un mensonge du début jusqu'à la fin.

L'invasion de la Libye n'a aucune justification juridique internationale. Pour l'instant.

Mais les actions de Kadhafi pourraient donner des raisons de le faire. Personne ne parle pour le moment d'intervention militaire. Mais nul ne nie sa probabilité. Les déclarations du type "il est trop tôt pour parler des actions militaires" sont accompagnées par le refrain disant que si l'effusion de sang continue, rien ne peut être exclu. Cela ressemble à "encore un peu de sang et on ne se retiendra plus."

Des communiqués en provenance de la Libye parlent déjà de "l'offensive des forces fidèles à Kadhafi" contre les villes rebelles à l'Est du pays et des centaines de morts.

Il faut "pousser" Kadhafi encore un peu à réprimer les villes révoltées, et il y aura suffisamment de sang pour l'invasion. Les congressistes américains républicains exigent directement l'intervention.

Les préparatifs actuels en mer Méditerranée ne sont pas un simple "redéploiement des forces" de la marine américaine juste au cas où. Les préparations militaires ont toujours une certaine "masse critique", une limite, au-delà de laquelle les actions sont inévitables.

Les composantes matérielle et financière sont pratiquement prêtes pour franchir cette limite. Les navires qui mouillent au large des côtes libyennes ne sont pas des boîtes d'allumettes. Le porte-hélicoptère USS Kearsarge est l'un des plus grands bâtiments de débarquement d'attaque de cette classe, ayant un déplacement d'eau de 40.000 tonnes et une longueur de 253 mètres. Il embarque à son bord plusieurs dizaines d'hélicoptères, de missiles, d'engins de débarquement, plus de 2.000 fantassins de marine. Qu'il soit dit en passant, c'est le même Kearsarge qui en 1999 opérait près des côtes yougoslaves, débarquait les troupes de marines, de renseignement et de sabotage. Les premières forces américaines qui ont touché le sol yougoslave ont été débarquées par ce bâtiment. Le bâtiment de débarquement USS Ponce, ayant un déplacement d'eau de 17.000 tonnes, a également participé à l'opération en Yougoslavie. De même que le sous-marin nucléaire USS Scranton. Ces classes d'engins sont dotées de missiles de croisière, mais le plus important, ils sont spécialement adaptés pour des missions secrètes de débarquement et de sabotage près des côtes de l'ennemi.

Les bombardements de la Yougoslavie en 1999 n'étaient pas conduits seulement par des porte-avions (à l'époque l'USS Theodore Roosevelt), mais également par les bases aériennes italiennes et françaises et les porte-avions français et britanniques. Et toute cette "armada" est aujourd'hui bien plus proche de la Libye que de la Yougoslavie de l'époque.

D'ailleurs, Londres a déjà annoncé qu'il envoyait pour le sauvetage d'environ 20 pétroliers britanniques, coincés quelque part au Sud-Est de la Libye, des unités de la force spéciale SAS. C'est l'équivalent du Navy Seals américains ou de l'unité Alpha russe.

Andreï Fediachine

05/03/2011

RIA Novosti

5 Historique

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Wikipedia : La Libye

Après la Seconde Guerre mondiale

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Libye est conquise par les armées alliées combattant les armées italiennes et allemandes au cours de ce qui est appelée la « Guerre du désert ».

Les Forces françaises libres prirent ainsi le contrôle du Fezzan et du Ghadamès au sud-ouest du pays, qui resta un territoire militaire occupé de 1943 jusqu'en 1951, comme en témoignent les timbres italiens surchargés, puis les émissions militaires britanniques et françaises.

La reconstruction est rendue difficile par les munitions non explosées, mines et matériels et séquelles de guerre laissés par les belligérants. Indépendante en 1951.

La Libye devient une monarchie et profite rapidement de la découverte de gisements pétroliers sur son territoire [3] (poursuites en responsabilité, selon le principe pollueur-payeur par exemple).

En 1969, le roi Idris Ier est déposé lors d'un coup d'État sans effusion de sang mené par le colonel Mouammar Kadhafi qui entend changer radicalement la politique de son pays : il prône la fusion avec d'autres pays arabes. Il introduit un socialisme d'État dans son pays en nationalisant les principales branches industrielles (dont pétrolières). L'année suivante, il fait fermer des bases militaires britannique et américaine et nationalise les sociétés détenues par des Italiens. En 1973, la défiance de Kadhafi vis-à-vis de l'Occident est confirmée par sa participation à l'embargo pétrolier et par ses multiples implications dans le terrorisme et le soutien à de nombreuses rébellions dans le monde. En 1977, Kadhafi déclare la « révolution du peuple » : il change le nom du pays de République arabe libyenne en Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et met en place des « comités révolutionnaires ». La Libye devient une Jamahiriya, soit littéralement un État des masses, officiellement gouverné selon un système de démocratie directe.

Les années 1980 sont marquées par une confrontation entre le régime en place et la communauté internationale, et tout spécialement les États-Unis et le Royaume-Uni. En 1981, deux avions libyens sont abattus par l'armée américaine à propos d'un contentieux sur les eaux territoriales. En 1982, les États-Unis décrètent un boycott de la Libye, accusée de soutenir le terrorisme international[4]. En 1984, le Royaume-Uni rompt toute relation avec le pays suite à la mort par balle d'une policière britannique devant l'ambassade libyenne à Londres. En 1986, déclarant agir en représailles d'un attentat dans une discothèque berlinoise fréquentée par des militaires américains, et à la suite d'accrochages aériens dans le golfe de Syrte, les États-Unis bombardent des complexes militaires libyens, des zones résidentielles de Tripoli et de Benghazi, tuant 101 civils et ratant de peu Kadhafi lui-même[5],[6]. En 1988, année où Kadhafi entame une légère libéralisation économique de son pays, les services secrets libyens sont accusés d'avoir provoqué l'explosion en plein vol d'un avion de ligne américain au-dessus de la ville écossaise de Lockerbie.

En 1992, le Conseil de sécurité des Nations unies met en place des sanctions à l'égard de la Libye afin que celle-ci livre les deux agents secrets suspectés de l'attentat aérien de 1988. C'est finalement chose faite en 1999 ce qui provoque la suspension des sanctions et le rétablissement des relations diplomatiques avec le Royaume-Uni. Le régime joue même, via la Fondation Kadhafi, un rôle d'intermédiaire dans plusieurs libérations d'otages, comme à Jolo en 2000 et au Sahara occidental en 2003. En août 2003, la Libye endosse formellement la responsabilité pour l'attentat de Lockerbie et signe un contrat de compensation avec les familles des victimes ce qui lui vaut en septembre 2003 la levée définitive des sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations unies.

En parallèle à cela, à partir du 11 septembre 2001, Kadhafi opère un changement dans sa politique probablement pour éviter une fin violente à l'irakienne, pour lui et son régime. Dès janvier 2002, il entame des discussions avec les États-Unis sur la question du financement du terrorisme. Par la suite, en conséquence de négociations diplomatiques tenues pendant toute l'année 2003 entre responsables libyens, britanniques et américains, Kadhafi annonce en décembre de cette année qu'il renonce officiellement à son programme d'armes de destruction massive. Enfin, en mars 2004, il signe le protocole additionnel du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

Grâce à cela et une politique d'assouplissement de sa réglementation en matière économique permettant l'ouverture du marché local aux entreprises internationales, le régime de Kadhafi assure sa survie et se rapproche des puissances occidentales et particulièrement de certains pays européens, comme le Royaume-Uni, la France, l'Espagne et l'Italie. Mouammar Kadhafi déclare désormais qu'il entend jouer un rôle majeur dans la pacification du monde et la création d'un Moyen-Orient sans armes de destruction massive. Particulièrement par rapport aux relations avec l'Union européenne, ce volte-face de la Libye peut notamment être vu sous l'angle du combat des gouvernements de l'Union contre l'immigration illégale.

Les unions (malheureuses) du colonel [modifier](#)

Depuis son arrivée au pouvoir en 1969, le colonel Kadhafi a tenté à plusieurs reprises d'unir la Libye avec d'autres pays arabes ou africains. Voici la liste (non exhaustive) de ces unions avortées :

1972: création de l'Union des Républiques arabes regroupant l'Égypte, la Libye et la Syrie (dissoute en 1977);

1974: fusion entre la Libye et la Tunisie (annulée par manœuvre du premier ministre);

1980: fusion entre la Libye et la Syrie (restée sans lendemain);

1981: fusion entre la Libye et le Tchad (restée sans lendemain);

1984: union entre la Libye et le Maroc (dissoute en 1986);

1988: union entre la Libye et l'Algérie (annulée par manœuvre du premier ministre);

1990: signature d'une charte d'intégration avec le Soudan (restée sans lendemain).

[Wikipedia](#) : 13-03-11

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19